Logo CFDT

[COMMUNIQUE DE PRESSE] UNION EUROPÉENNE : La déréglementation ne sert pas les intérêts des Européennes et Européens

Les gouvernements allemand et français ont demandé à l'Union européenne d'alléger les obligations en termes de reporting (financier et extra-financier) des PME. Cette initiative vise aussi à relever les seuils maximaux du chiffre d'affaires et du nombre d'employés permettant de qualifier une entreprise de PME.

La CFDT, la Confédération européenne des syndicats (CES), la DGB (la Confédération allemande des syndicats) ainsi que FO, CFTC et UNSA ont dénoncé, dans un courrier commun adressé à la Commission européenne, cette déréglementation déguisée. Elle vise à vider de son sens la directive européenne sur le devoir de vigilance en cours de négociation entre les institutions de l'UE.

Dans leur courrier, les organisations syndicales s'expriment en faveur d'une possible simplification ciblée de certaines obligations administratives pour les PME, mais elles s'opposent fermement à une déréglementation qui porterait atteinte au respect des
obligations fiscales, environnementales et sociales. Dans le contexte actuel, marqué par le réchauffement climatique, le creusement des inégalités et la crise du pouvoir d'achat, la CFDT affirme que déréglementer n'est pas la solution pour relancer l'économie européenne.

Pour la CFDT, soutenir les entreprises et les emplois de qualité en Europe nécessite des investissements massifs en faveur de la transition écologique et numérique de notre tissu productif. Ces investissements devront être accompagnés par des critères sociaux et environnementaux pour les aides publiques afin d'encourager les entreprises à améliorer leurs pratiques.

Toute politique économique fondée sur la déréglementation est une stratégie de court terme qui, sur le long terme, ne pèse que sur les travailleuses et travailleurs.

La CFDT, avec la CES, DGB, FO, CFTC et UNSA, appelle donc la Commission européenne à rejeter les demandes franco-allemandes et à opter pour une approche ambitieuse pour rendre l'économie européenne plus compétitive et résiliente.

DÉCLARATION DE BÉATRICE LESTIC, SECRÉTAIRE NATIONALE DE LA CFDT UNION EUROPÉENNE

pouce en bas
Documents
La déréglementation ne sert pas les intérêts des Européennes et Européens